

AFRIQUE

Le sommet de l'UA face au casse-tête d'une présidence du Soudan

Le Soudan escompte obtenir au sommet d'Addis-Abeba, les 29 et 30 janvier, la présidence de l'Union africaine (UA), mais la crise du Darfour risque encore de l'en priver, selon les experts.

Cette question avait déjà viré au casse-tête lors du précédent sommet, l'an dernier à Khartoum, et promesse avait été finalement faite au président Omar al-Béchir qui prendrait la tête des 53 pays de l'UA en 2007.

"Le Soudan aura la présidence de l'UA", a d'ailleurs assuré hier le chef de la diplomatie soudanaise, Lam Akol, affirmant que la situation au Darfour n'avait "rien à voir". Mais pour le juriste soudanais Souleiman Baldo de l'ONG International Center for Transitional Justice (ICTJ), "la situation empire au Darfour, discréditant" Khartoum. La communauté internationale rend Khartoum principal responsable de la poursuite d'une guerre civile au Darfour (ouest), qui aurait causé en quatre ans 200.000 morts et 2 millions de déplacés.

Alors que ce conflit déborde sur le Tchad, M. al-Béchir s'oppose toujours au passage de relais à une puissante force de l'ONU du contingent de 7.000 hommes de l'UA, l'Amis, incapable de faire cesser la violence. Plusieurs voix se sont fait entendre pour empêcher le Soudan de prendre la succession du Congo, alors que seul est



"Le Soudan aura la présidence de l'UA", a d'ailleurs assuré le chef de la diplomatie soudanaise, Lam Akol, affirmant que la situation au Darfour n'avait "rien à voir". Ph. : D. R.

prévu le principe d'une rotation en faveur d'un pays d'Afrique de l'Est en 2007.

Pour le directeur Afrique de l'ONG Human Rights Watch, Peter Takirambudde, "offrir la présidence à Khartoum récompenserait non seulement des parrains de crimes contre l'humanité, mais discréditerait définitivement l'UA". "Le Consortium Darfour" qui regroupe 40 ONG africaines, ou centrées sur l'Afrique, a écrit aux chefs d'Etat de l'UA pour exprimer "sa grave préoccupation" face à une possible présidence soudanaise.

Le Front national de la rédemption (FNR), coalition des principaux groupes rebelles du Darfour, opposé à l'accord de paix de mai 2006, a affirmé qu'une présidence soudanaise signifierait "l'arrêt de la coopération avec l'UA". Les rebelles ont encore été plus loin hier, menaçant de combattre les troupes de l'UA en cas de présidence soudanaise. L'Amis deviendrait

alors "partie prenante au conflit", a ainsi jugé l'une des factions du Mouvement de libération du Soudan (SLM). Selon Khartoum, la situation va au contraire en s'améliorant au Darfour, les accusations de génocide étant des exagérations de l'Occident, opinion partagée par des pays arabes sur lesquels le Soudan espère s'appuyer.

"Le soutien des pays arabo-africains n'est pas sans limites, et je ne crois pas que l'Egypte ou la Libye sacrifieront à Addis-Abeba leurs intérêts pour faire plaisir au Soudan", estime M. Baldo. On souligne cependant dans les milieux diplomatiques à Khartoum que si le désir du Soudan d'être à la tête de l'UA reste fort, l'opposition américaine, sans doute persistante, a été plus discrète. "Nos encouragements vont au choix d'un leadership qui respecte la démocratie et la bonne gouvernance. En regardant la situation au Soudan, nous voyons les

défis du Darfour, le génocide", a déclaré, sans citer la candidature Béchir, l'ambassadeur américain auprès de l'UA, Cindy Courville. De source diplomatique occidentale à Khartoum, on souligne aussi la "modération" du régime Béchir, d'origine islamiste, sur la crise somalienne, notant qu'il ne s'est pas solidarisé avec les islamistes contre le gouvernement.

"Normalement, la présidence revient au Soudan, mais il y a une forte opposition au sein des Etats membres, et ceux qui ne se prononcent pas espèrent que les autres vont trouver une solution alternative", a expliqué à l'AfP un haut responsable de l'UA.

Pour M. Baldo, des pays de l'UA œuvrent "de façon diplomatique" contre la candidature du Soudan comme le Congo, le Ghana, l'Afrique du Sud ou la Nigeria. De source diplomatique, on avance l'hypothèse de la Tanzanie, comme alternative.

FORCES US DANS LE GOLFE
Moscou veut "des explications"
de Washington

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a souhaité hier des explications des Etats-Unis sur leur présence militaire croissante au Proche-Orient et a critiqué Washington pour sa politique "dure" à l'égard de l'Iran. "Je ne vois aucun changement dans la rhétorique agressive de Washington. Elle continue, ainsi que la croissance de sa présence militaire dans la région", a estimé M. Lavrov, cité par les agences. "C'est une des questions que nous voulons éclaircir à Washington", lors d'une réunion du Quartette sur le Proche-Orient prévue la semaine prochaine. Le ministre russe a également critiqué "une ligne dure dans la politique de Washington à l'égard de l'Iran" qui "prévoit des mesures bien plus sévères que celles prévues dans la dernière résolution du Conseil de sécurité de l'Onu".

Il a mis en garde les Etats-Unis contre "une politique unilatérale en faveur de sanctions supplémentaires (contre Téhéran) qui nuit à notre objectif commun : la reprise des négociations avec l'Iran". M. Lavrov a par ailleurs plaidé pour la participation de l'Iran et de la Syrie au processus de règlement au Proche-Orient. "Nous sommes profondément convaincus que l'Iran et la Syrie ne doivent pas être isolés, mais doivent être engagés dans le processus de règlement", a-t-il dit. Le président



Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Ph. : D. R.

américain George W. Bush a ordonné récemment l'envoi d'un deuxième porte-avions avec son groupe naval dans le Golfe et annoncé le déploiement de missiles Patriot dans la région.

Le nouveau secrétaire américain à la Défense Robert Gates a lancé une mise en garde à peine voilée à l'Iran, en présentant le renforcement de la présence militaire américaine dans le Golfe comme un signal adressé à l'Iran vivement critiqué par Washington pour son programme nucléaire controversé.

SENEGAL

Les principaux responsables de l'opposition interpellés

Les principaux responsables de l'opposition sénégalaise ont été interpellés hier à Dakar à la suite de la dispersion par la police d'une manifestation, ce qui marque une brusque montée de tension à moins d'un mois de l'élection présidentielle. La manifestation avait été organisée par plus d'une vingtaine de partis d'opposition et des organisations de la société civile pour dénoncer les "dérives du régime". La préfecture l'avait interdite vendredi soir.

La police a notamment arrêté Ousmane Tanor Dieng, premier secrétaire du Parti socialiste (PS, ancien parti au pouvoir), l'ancien Premier ministre Moustapha Niasse de l'Alliance des forces de progrès (AFP) et Abdoulaye Bathily de la Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (LD/MPT). Tous les trois sont candidats à l'élection présidentielle du 25 février. Une dizaine d'autres responsables de l'opposition ainsi que le célèbre militant écologiste Haïdar El Ali ont également été interpellés. L'arrestation des responsables de l'opposition "est absolument abominable, barbare et rétrograde", a indiqué à l'AFP Abdoulaye Wilane, le porte-parole du PS. "Nous estimons que c'est absolument déshonorant de procéder de la sorte", a poursuivi M. Wilane tout en affirmant que le Sénégal "va devenir ingouvernable". La manifestation qui avait rassemblé plusieurs centaines de personnes a été rapidement dispersée par les forces de l'ordre à l'aide de grenades à gaz lacrymogènes, ont constaté les journalistes de l'AFP. La police a chargé les manifestants réunis dans un carrefour du quartier populaire de la Médina, près des locaux de la Radio télévision sénégalaise (RTS, média public) où la marche devait démarrer. Certains manifestants ont ripé en lançant des pierres avant de se disperser. A 13h00, des policiers poursuivaient avec des grenades lacrymogènes des petits groupes de manifestants dans le quartier du Plateau, notamment sur la place de l'Indépendance. La manifestation visait notamment à protester contre "le découplage des élections présidentielle et législatives" et "pour un respect des institutions et du code électoral sénégalais". Le premier tour de l'élection présidentielle est prévu le 25 février après la décision du gouvernement sénégalais de découpler ce scrutin des législatives qui ont été reportées le 12 janvier. Le chef de l'Etat Abdoulaye Wade, 80 ans, est candidat à sa succession. Ces nouvelles tensions interviennent quelques jours avant le début de la campagne électorale le 4 février et dans un climat marqué par les incertitudes sur le positionnement politique de l'ex-Premier ministre sénégalais, Idrissa Seck. Lundi, le président Wade avait annoncé le retour au sein du Parti démocratique sénégalais (PDS, parti au pouvoir) de son ancien dauphin résumé, qui était passé dans l'opposition après avoir été exclu du parti présidentiel. M. Seck s'était même allié au PS dans la perspective des prochaines législatives. Mais depuis l'annonce présidentielle, l'ex-Premier ministre, qui a déposé sa candidature pour la présidentielle, s'est montré très peu loquace, jetant le trouble parmi ses partisans et dans les rangs de l'opposition comme dans une frange du parti présidentiel, qui ne lui est pas favorable. A l'issue d'une nouvelle rencontre vendredi avec le chef de l'Etat, M. Seck a refusé de confirmer ou infirmer son retour dans le giron présidentiel. Nommé Premier ministre en novembre 2002, Idrissa Seck avait été limogé de ce poste en avril 2004, puis exclu du PDS en août 2005.

HRW appelle à la libération
immédiate d'un blogueur
égyptien

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a appelé hier les autorités égyptiennes à libérer immédiatement un blogueur qui risque neuf ans de prison pour avoir critiqué les autorités musulmanes du pays.

"Les autorités égyptiennes doivent abandonner immédiatement toutes les accusations contre un blogueur, Abdel Karim Nabil Souleimane", affirme l'organisation basée à New York dans un communiqué reçu par l'AFP. Ecrivant sous le pseudonyme "Karim Amer", M. Souleimane, 22 ans, est "le premier blogueur égyptien à être jugé pour le contenu de son blog", dénonce HRW en soulignant qu'il "risque jusqu'à neuf ans de prison". "Accuser une personne pour avoir exprimé pacifiquement ses points de vue n'est malheureusement pas nouveau en Egypte", déplore la directrice de HRW pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, Sarah Leah Whitson en appelant à sa "libération immédiate". Elle accuse "le gouvernement d'essayer de fermer un espace important pour les Egyptiens où ils s'expriment ouvertement sur les événements et les questions qui les tracent". "Au lieu de juger un blogueur pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression, le gouvernement devrait annuler ou amender les lois qui restreignent ces droits", affirme Mme Whitson. Le procès de M. Souleimane s'est ouvert le 25 janvier devant un tribunal civil. Dans son dernier message posté le 28 octobre sur son blog, M. Souleimane s'en était pris à l'université Al-Azhar, siège des plus hautes autorités de l'islam sunnite, d'où il avait été expulsé l'an dernier pour le contenu de son blog. Il a été arrêté le 7 novembre dans la ville d'Alexandrie, où il réside. Son arrestation était intervenue le jour même où Reporters sans Frontières (RSF) incluait l'Egypte à une liste de 13 pays "ennemis de l'Internet".

LIBAN

Les écoles et universités fermées jusqu'à mercredi

Les écoles et universités libanaises, fermées depuis les violences qui ont fait quatre morts jeudi dans des quartiers musulmans de Beyrouth, le resteront jusqu'à mercredi, a annoncé hier le ministre de l'Education, Khaled Kabbani.

La fermeture des établissements, prévue initialement jusqu'à lundi, a été prolongée de deux jours en raison de la fin, mardi, des cérémonies religieuses chiites de l'Achoura, a précisé le ministre dans un communiqué.

Kabbani avait annoncé jeudi la fermeture de toutes les écoles et universités du pays après les violences qui avaient éclaté à l'Université arabe de Beyrouth, entre opposants et partisans du gouvernement, avant de se transformer en combats de rue entre chiites et sunnites.

Quatre personnes avaient été tuées et 152 blessées dans ces violences qui ont ravivé au Liban le spectre de la guerre civile (1975-90).